



# STATUTS DE L'ASSOCIATION

*Association soumise à la loi du 1er juillet 1901  
et au décret du 16 août 1901*

## ARTICLE 1 : NOM DE L'ASSOCIATION

En date du 12 DECEMBRE 2023, il est formé par les adhérents aux présents statuts et ceux qui y adhéreront ultérieurement, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre :

**LABEL FEMMES CHEFS D'ENTREPRISES FRANÇAISES  
FRANCE et MONDE**

**LABEL F.C.E.F. – FRANCE et MONDE**

## ARTICLE 2 : OBJET DE L'ASSOCIATION

L'Association a pour objet de :

- Créer et fédérer une communauté solidaire et d'entraide de Femmes chefs d'entreprises françaises ou binationales,
- Promouvoir leurs entreprises respectives, défendre leurs droits, et les valoriser au sein des instances de gouvernance économique, trop souvent monopolisées par la gente masculine.
- Développer une plus grande visibilité sur leurs spécificités, produits ou business, « *made by french women* » par l'apposition du label sur leur communication et par la force de leur communauté, pour valoriser le savoir-faire et l'exigence de l'excellence à la française.
- Briser les stéréotypes et faciliter l'accès au financement.
- Faire la promotion auprès des ministères adéquats, acteurs économiques et financiers, des institutions financières publiques et/ou fondations françaises, afin de privilégier les contrats d'exécution par des sociétés de femmes chefs d'entreprises françaises et binationales, en France et à l'Etranger.
- Créer un réseau solidaire d'accompagnement, d'échanges et de partage.

**Affiliation :** La présente association n'est affiliée à aucune association.  
Elle est indépendante.  
Elle se conforme à ses statuts et à son règlement intérieur.  
Elle est apolitique et sans confession.

.../...



.../...

**Elle peut par ailleurs être partenaire et/ou adhérer à d'autres associations, unions ou regroupements par décision du conseil d'administration, suivant une convention de partenariat signée entre les deux parties.**

### **ARTICLE 3 : VENTE DE PRODUITS ET FOURNITURE DE SERVICES**

Afin d'atteindre les objectifs qu'elle poursuit, l'Association sera susceptible de réaliser à titre permanent ou temporaire toute vente de produits et toute fourniture de services, dans la mesure où cela entre strictement dans le cadre de son objet défini précédemment.

### **ARTICLE 4 : SIÈGE SOCIAL**

Le siège social est fixé à l'adresse suivante :

LABEL F.C.E.F. – France et Monde

Chez Mme Anne-Laure WILLAUMEZ

21 Rempart de Beaulieu – Appt. 12

16000 ANGOULEME - FRANCE

Il pourra être décidé de procéder au transfert du siège social, sur proposition de la présidente, après ratification par les membres du Bureau.

### **ARTICLE 5 : DURÉE DE L'ASSOCIATION**

L'Association est constituée pour une durée indéterminée.

### **ARTICLE 6 : MEMBRES DE L'ASSOCIATION**

L'Association se compose de :

#### **a) Membres actifs ou adhérent**

#### **EN FRANCE**

- Chef d'entreprise individuelle, à caractère commercial, industriel, artisanal, agricole ou conjoint collaborateur
- Profession libérale exerçant à titre individuel, employant au moins deux salariés
- Gérante d'une société à caractère commercial, agricole, artisanal ou libéral

.../...



.../...

- Associées possédant au moins 51 % du capital et assurant des fonctions de direction d'une société autre qu'une SA et responsables financièrement de leur entreprise.

### **DANS LE MONDE**

- Etre expatriée à l'étranger (carte consulaire, être inscrite au registre des Français de l'Etranger du Consulat de Résidence) et diriger la société, sur place à l'étranger, soit par le management des équipes, soit par la gestion financière et comptable.
- Présenter tous les documents nécessaires à l'enregistrement de la société et de la Chef d'Entreprise.

*L'entreprise ne doit pas faire l'objet d'une procédure collective, (sous contrôle judiciaire) en France ou dans le pays de résidence où elle est inscrite au R.C.*

#### **b) Membres d'honneur**

- Sont membres d'honneur celles ou ceux qui ont rendu des services reconnus à l'Association ;
- Les membres sont dispensés(es) de cotisations ;
- Ils n'ont pas le droit de vote ;
- Sur proposition du CA, un membre peut être proposé membre d'honneur, s'il justifie de trois ans d'ancienneté dans l'Association en tant que Membre Actif (et uniquement Membre Actif) ;
- Ce statut accompagne en général un départ à la retraite d'un Membre Actif.

#### **c) Membres bienfaiteurs**

Sont membres bienfaiteurs, les personnes versant un don (suivant les conditions et paliers du règlement intérieur) et une cotisation annuelle fixée chaque année par l'assemblée générale.

#### **d) Membres Sympathisants**

- Les Femmes cadres supérieurs ;
- Les gérantes de société à capital d'investissement inférieur à 49 % ;
- PDG, Directeur Général, Membre du Conseil d'administration, Président du Conseil de surveillance, Membre du Directoire d'une société anonyme ;
- Nécessite la production d'une attestation de l'employeur justifiant de la qualité de cadre supérieur de la postulante ;
- Les Femmes exerçant en profession libérale et employant moins de 2 salariés ;
- Nécessite la production d'un certificat SIREN.

.../...





.../...

Les membres sympathisants n'ont pas le droit de vote aux A.G.O. et A.G.E.

#### **e) Membres étrangers**

- Les personnes de nationalité étrangère, ou les membres sympathisants formant les « Amis de l'Association. », n'ont pas la qualité de membre actif(ive) selon les termes de l'Article 06 des statuts, et ne peuvent donc pas voter aux A.G.O. et A.G.E.

**N.B.** : Le nombre de membres sympathisants ne peut dépasser 20% des membres actifs

Chaque membre, personne physique ou morale, de quelque catégorie que ce soit, ne dispose que d'une seule voix.

Les personnes morales sont représentées par l'un de leurs représentants légaux, déclaré en cette qualité au moment de l'adhésion.

Les quatre catégories des membres sont répertoriées dans l'un des quatre secteurs professionnels suivants :

#### **1°) SECTEUR PRIMAIRE**

*AGRICULTURE – PECHE – ACTIVITES EXTRACTIVES*

#### **2°) SECTEUR SECONDAIRE**

*ACTIVITE de TRANSFORMATIONS et L'INDUSTRIE*

#### **3°) SECTEUR TERTIAIRE**

*SERVICE MARCHANDS et NON-MARCHANDS*

#### **4°) SECTEUR QUATERNAIRE**

*SERVICES ELABORES, INFORMATIQUE, TELECOMMUNICATION*

### **ARTICLE 7 : ADHÉSION À L'ASSOCIATION**

L'adhésion de chaque nouveau membre est soumise à l'acceptation du conseil d'administration.

Tout membre doit accepter intégralement les statuts et le règlement intérieur de l'Association.

#### **7.1. Cotisations**

L'adhésion à l'Association est soumise au versement d'une cotisation annuelle, entre le 1er et le 31 décembre de l'année N.

Toute cotisation au cours de l'année ne fait pas l'objet d'un calcul au prorata de la date de l'adhésion. Elle est due pour l'année entière.

.../...



.../...

Le conseil d'administration peut, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, dispenser temporairement certains membres du paiement des cotisations.

Le montant des différentes cotisations pouvant varier, il figurera dans le règlement intérieur.

Il est défini par palier par rapport au nombre d'employé(e)s ou collaborateurs (trices)

Les membres d'honneur de l'Association sont, en raison de leur qualité, exceptionnellement dispensés de verser une cotisation à l'Association.

Sont **membres actifs** ceux qui ont pris l'engagement de verser annuellement la cotisation annuelle dont le montant est fixé chaque année par le CA et figurant dans le règlement intérieur.

Toute cotisation pourra être rachetée moyennant le paiement d'une somme minima égale à la cotisation figurant au règlement intérieur et majorée de 10 %.  
Une seule année peut être rachetée.

#### **Être Membre Actif nécessite :**

1/ La production d'un extrait KBIS du Registre du Commerce et des Sociétés (France ou Etranger) à leur nom ou au nom de leur société, mais dans ce dernier cas, elles devront en être le dirigeant cité.

2/ À défaut la photocopie de leur inscription au Registre des Métiers, ou de celle de la société dont elles sont le dirigeant.

3/ Ou à défaut, si elles ne sont pas immatriculées à l'un de ces deux registres, une photocopie de leur Certificat SIREN indiquant la personne (SIREN) et l'établissement (SIRET), ou tout registre du commerce à l'étranger.

4/ Au moment de l'adhésion, ni elles-mêmes, ni la société dont elles sont le dirigeant ne doivent faire l'objet d'une procédure collective.

***N.B. : Les gérantes et associées d'une SCM ou d'une SCI patrimoniale ne sont pas éligibles en qualité de Membre Actif.***

## **ARTICLE 8 : PERTE DE LA QUALITÉ DE MEMBRE DE L'ASSOCIATION**

Le décès, la démission, le défaut de paiement de la cotisation annuelle après un premier rappel ainsi que la radiation ou exclusion décidée par le conseil d'administration et/ou du bureau de l'Association entraînent la perte de qualité de membre pour les personnes physiques.

.../...





.../...

La démission, la disparition, fusion, liquidation, le non-paiement de la cotisation annuelle après un premier rappel, ainsi que la radiation ou exclusion décidée par le conseil d'administration entraînent la perte de qualité de membre pour les personnes morales.

La radiation d'un membre peut intervenir, outre les cas susmentionnés, par décision motivée du conseil d'administration, pour des motifs graves et justifiés, l'appréciation de la gravité ou motif de la faute étant laissé au CA.

Le membre visé par la mesure de radiation est averti par courrier recommandé avec accusé de réception 15 jours avant la prise de décision effective, afin de lui permettre de s'expliquer devant l'organe de décision compétent, en présentiel ou par visioconférence. La mesure de radiation sera prise après audition du membre visé.

S'il le juge opportun, le conseil d'administration peut décider, pour les mêmes motifs que ceux indiqués précédemment, de la suspension temporaire d'un membre plutôt que son exclusion.

Cette décision implique pour le membre concerné la perte de sa qualité de membre et de son droit de participer à la vie de l'Association pendant toute la durée de la suspension.

Si le membre suspendu était également investi de fonctions électives, la suspension entraîne automatiquement la cessation de son mandat.

**Le décès, la démission, ou l'exclusion ne donnent pas droit au remboursement de la cotisation de l'année en cours.**

## **ARTICLE 9 : ÉTHIQUE**

Les membres de l'Association s'interdisent toute discussion, manifestation ou discrimination politique ou religieuse au nom de l'Association et d'utiliser l'Association à des fins personnelles, politiques ou religieuses, de quelque manière que ce soit.

### A) Droits des membres :

- Droit d'accéder à l'information et aux données utiles et importantes relatives à l'Association et son activité.
- Droit d'élire les membres du conseil d'administration.
- Droit de participation dans chaque abrogation ou modification des statuts de l'Association.
- Droit d'accès aux méthodes de vote à l'assemblée générale et ajuster les méthodes de vote dans le règlement intérieur de l'Association.

.../...



.../...

- Droit d'accès au rapport financier.
- Droit d'accès au rapport du commissaire aux comptes.
- Droit de présenter des propositions et des opinions à propos sur les questions s'y rapportant à l'activité précédente de l'Association et de ses projets et les futurs programmes.

#### B ) Obligations des membres :

- Promouvoir les valeurs, les principes et l'image de l'Association ;
- contribuer directement aux activités de l'Association en participant à l'organisation des projets et des événements de l'Association ;
- ne pas porter de dommages moraux et/ou d'autre nature à l'Association, soit par des actions directes ou par leurs conséquences ;
- Participer dans la mesure du possible aux Assemblées générales
- Procéder à l'application des buts de l'Association, et de respecter les statuts et le règlement intérieur.
- Préservation et maintenance des biens de l'Association.
- Payer à terme la cotisation de membre

### **ARTICLE 10 : RÉSERVES**

Le conseil d'administration de l'Association est habilité à créer un fonds de réserve où seront versés tous les excédents annuels. Il en détermine alors la composition et le montant, et en rend compte à l'occasion de l'assemblée générale.

Il est également habilité à créer un fonds de secours d'urgence dans les mêmes conditions que celles de la création d'un fonds de réserve.

### **ARTICLE 11 : RESSOURCES DE L'ASSOCIATION**

Les ressources de l'Association se composent :

- Des droits d'entrée et cotisations versés par ses membres ;
- Des subventions de l'État ou des collectivités publiques, comme les départements et les communes ;
- Des dons manuels et dons d'utilité publique consentis par ses membres ou des tiers ;
- Des revenus et intérêts générés par les biens, valeurs et droits lui appartenant ;
- Campagnes de sensibilisation
- Conférences
- Séminaires
- Formations professionnelles
- Expositions-ventes artisanales, industrielles, artistiques, fabrication innovatrices

.../...





.../...

- De toute ressource autorisée par les lois et règlements en vigueur.
- des dons et produit des manifestations que l'Association pourra organiser et constituées par les recettes définies et détaillées dans le règlement intérieur.
- l'Association pourra exercer des activités économiques, en accord avec l'article 3 et autres activités décrites dans le règlement intérieur, et ce dans le respect du Code de commerce Article L442-7 : « Aucune association (...) ne peut, de façon habituelle, offrir des produits à la vente, les vendre ou fournir des services si ces activités ne sont pas prévues par ses statuts ».

L'Association tient une comptabilité annuelle faisant apparaître un compte de résultat, un bilan et une annexe, conformément aux dispositions du règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, établie dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice annuel.

**N.B. : Actif de l'Association :** L'Actif de l'Association répond seul des engagements contractés en son nom, sans que les adhérents ou les membres du CA ou sa Présidente puissent en être tenus pour responsables.

## ARTICLE 12 : ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

### *12.1. Dispositions communes aux Assemblées générales ordinaires et extraordinaires*

Est électeur tout membre de l'Association depuis au moins 1 an jour de l'élection et à jour de ses cotisations.

Le vote par procuration est autorisé dans la mesure où le mandat est remis à un autre membre de l'Association.

Il est limité à deux mandats par membre.

Les assemblées générales ordinaires prennent leurs décisions à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Les assemblées générales extraordinaires prennent leurs décisions à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Dans l'hypothèse où ce quorum ne serait pas atteint, une nouvelle assemblée générale ordinaire ou extraordinaire se tiendra une heure plus tard, celle-ci pouvant statuer

sans quorum particulier, et se déroulera selon les mêmes modalités, sans qu'il soit toutefois tenu compte du nombre de membres présents.

.../...





.../...

### *12.2. Assemblées générales ordinaires*

L'assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an, soit en présentiel, soit en visioconférence, sur convocation du président ou à la demande d'au moins un quart des membres de l'Association. Une convocation définissant l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire, sera adressée aux membres de l'Association au minimum 15 jours avant la date de la réunion, soit par courrier, soit par courrier électronique.

L'assemblée générale ordinaire prend ses décisions à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Lors de la tenue de l'assemblée générale ordinaire, sont présentés aux membres :

- Le rapport moral de l'Association, remis par la présidente ;
- Le rapport d'activité de l'Association, remis par le secrétaire général ;
- Le rapport financier de l'Association comprenant le rapport de gestion et les comptes annuels, remis par le Trésorier ;
- Tout autre document que le bureau estimera nécessaire d'envoyer aux membres de l'Association en vue de la préparation de l'assemblée générale.

L'Assemblée générale ordinaire est compétente pour :

- Approuver le rapport financier ;
- Fixer le montant des cotisations annuelles et du droit d'entrée à verser par les différentes catégories de membres ;
- Renouveler les membres du conseil d'administration ;
- Délibérer les points inscrits à l'ordre du jour.
- 

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à main levée à l'exception de celles relatives à l'élection du conseil d'administration, qui se font par bulletin de vote secret.

Les décisions de l'assemblée générale ordinaire s'imposent à tous les membres de l'Association.

### *12.3. Assemblées générales extraordinaires*

En cas de nécessité, toute décision relative à la modification des statuts de l'Association, sa dissolution, fusion ou affiliation avec une association poursuivant un objectif similaire, ainsi qu'à la disposition ou acquisition des biens de l'Association, ne peut être prise que par l'assemblée générale extraordinaire, réunie sur convocation du président, du conseil d'administration ou à la demande de 50 % des membres actifs inscrits.

.../...



.../...

Une convocation définissant l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire, sera adressée aux membres de l'Association selon la même procédure que celle prévue pour la convocation de l'assemblée générale ordinaire, soit au minimum 15 jours avant la date de la réunion.

Le quorum exigé pour que l'assemblée générale extraordinaire ait lieu doit représenter au moins la moitié des membres de l'Association.

Dans l'hypothèse où ce quorum ne serait pas atteint, une nouvelle assemblée générale extraordinaire se tiendra une heure plus tard, celle-ci pouvant statuer sans quorum particulier et se déroulera selon les mêmes modalités, sans qu'il soit toutefois tenu compte du nombre de membres présents.

L'assemblée générale extraordinaire prend ses décisions à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Les décisions de l'assemblée générale extraordinaire se font par vote par bulletin secret et s'imposent à tous les membres de l'Association.

#### *12.4. Participation à distance aux Assemblées générales*

Sont réputés présents les membres qui participent par des moyens de visioconférence ou de télécommunication, permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques permettant la retranscription continue et simultanée des délibérations.

### **ARTICLE 13 : GESTION DES FICHIERS**

La gestion du fichier des adhérents est faite au siège de l'Association exclusivement.

Il est confidentiel

Le siège assurera la transmission de toute information ou invitation pour chaque événement.

### **ARTICLE 14 : PROCÈS-VERBAUX**

Les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires sont constatées sur des procès-verbaux contenant le résumé des débats, le texte des délibérations et le résultat des votes. Ils seront rédigés par le secrétaire et signés par la présidente, et seront retranscrits dans l'ordre chronologique sur le registre des délibérations de l'Association. Ils sont établis sans blancs ni ratures, sur des feuilles numérotées et conservés au siège de l'Association.

.../...





.../...

## **ARTICLE 15 : CONSEIL D'ADMINISTRATION**

La loi de 1901 n'impose pas l'existence d'un conseil d'administration ou d'un bureau. Ce n'est qu'un usage, pratique et très répandu.

Le conseil d'administration (le CA) se compose d'un corps de 2 membres minimum et 4 au plus, élus par l'assemblée générale ordinaire parmi ses membres agréés, pour une durée de 3 ans.

Les membres sont rééligibles.

Le conseil d'administration est en charge de la gestion de l'Association et de la préparation des travaux de l'assemblée générale, dont il établit l'ordre du jour et applique les décisions. Il est également compétent pour décider de la radiation d'un membre ayant commis une faute grave.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tous les actes ou opérations dans la limite de son objet et qui ne sont pas du ressort de l'assemblée générale.

Il surveille, le cas échéant, la gestion des membres du bureau et a le droit de se faire rendre compte de leurs actes. Il arrête également le budget et les comptes annuels de l'Association.

Cette énumération n'est pas limitative.

Les décisions prises au sein du CA sont prises à la majorité simple des membres présents, qui ne peuvent être représentés. Aucun quorum n'est fixé.

En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Le CA se réunit au moins deux fois par an, soit par présentiel, soit par visioconférence, sur convocation du président ou à la demande d'au moins 50% de ses membres, qui ne perçoivent ni rémunération ni compensation.

Tout membre du CA qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois (3) réunions consécutives du conseil, pourra être considéré comme démissionnaire.

En cas de vacances, le CA pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'expiration du mandat des membres remplacés.

.../...



.../...

En cas de faute grave, notamment en cas de non-respect du règlement intérieur et de discrédit porté à l'action ou à l'image de l'Association, un administrateur peut être déchu de sa fonction par un vote de l'assemblée générale, sur proposition du CA.

Ce dernier peut prononcer une mesure de suspension conservatoire de toute activité dans l'attente de la délibération de l'assemblée générale.

## **ARTICLE 16 : BUREAU DE L'ASSOCIATION**

### ***16.1. Président***

Le ou la président(e) conduit la politique de l'Association, et veille au respect des statuts et du règlement intérieur.

Le ou la président(e) est habilité(e) à décider de toute action en justice au nom de l'Association, sans qu'un mandat autre que celui conféré par les présents statuts soit nécessaire, tant en demande qu'en défense, devant toute juridiction et pour tout litige.

elle est habilitée pour décider de tout recours à l'égard des jugements et décisions rendus par les juridictions de première instance et pour former tout recours en cassation, tant en demande qu'en défense.

En cas de représentation en justice, le ou la président(e) ne peut être remplacé(e) que par un mandataire agissant en vertu d'un mandat spécial.

Dans le respect des statuts et du règlement intérieur, elle nomme aux emplois de l'Association et prononce les révocations.

Elle prend toute mesure relative à la gestion courante de l'Association.

Elle est la seule membre habilitée à ouvrir et à fermer le compte bancaire de l'Association.

Elle préside le conseil d'administration et/ou du bureau de l'Association, et assure l'exécution des délibérations qui en résultent.

Sous réserve de l'accord du conseil d'administration et/ou du bureau de l'Association, elle peut donner une délégation écrite de pouvoir(s) ou de signature.

Le ou la président(e) est élu(e) par les membres de l'Association ou du conseil d'administration le cas échéant pour une durée de 3 ans. Elle est rééligible.

.../...





.../...

Le ou la vice-président(e) assiste et supplée le ou la président(e) dans l'exercice de ses fonctions.

En cas d'empêchement exceptionnel de la présidente, de quelque nature que ce soit, elle est suppléée par le ou la vice-président(e) ou un administrateur spécialement désigné par les autres membres si aucun(e) vice-président(e) n'a été nommé(e).

En cas d'empêchement durable et signifié du ou de la président(e), il ou elle sera remplacé(e) par le ou la vice-président(e) ou un administrateur spécialement désigné par les autres membres si aucun(e) vice-président(e) n'a été nommé(e). Son mandat aura la durée du mandat restant à courir jusqu'à la prochaine élection du bureau.

En cas de démission du ou de la président(e), les autres membres procèdent à l'élection d'un nouveau membre pour la durée du mandat restant à courir.

### *16.2. Secrétaire Général*

Une secrétaire générale est désignée par les membres de l'Association ou du conseil d'administration, et agit sur délégation du président en assurant à ce titre l'administration, l'organisation et le bon fonctionnement de l'Association.

Elle est chargée de tout ce qui concerne la correspondance et les archives.

Elle veille à la bonne application des dispositions statutaires et réglementaires qui régissent l'Association ainsi qu'à la bonne tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et/ou du bureau de l'Association et des commissions.

Elle est également responsable de dresser les procès-verbaux et d'en assurer la transcription sur les registres.

La secrétaire générale présente à chaque assemblée générale ordinaire un rapport d'activité.

### *16.3. Trésorier*

Le trésorier est garant de la bonne gestion comptable et financière de l'Association. Avec l'aide de la présidente, il prépare le budget de l'Association soumis au vote du conseil d'administration et/ou du bureau de l'Association.

Il présente à l'assemblée générale les comptes de l'exercice comptable écoulé, faisant apparaître un bilan ainsi qu'un compte de résultat accompagné d'une annexe contenant un compte emploi des ressources.

Il est en charge de la gestion du patrimoine et de la comptabilité de l'Association. Il tient une comptabilité régulière de toutes les opérations suivant les règles en vigueur, et rend compte à l'assemblée générale qui statue sur la gestion. Il effectue tous paiements et perçoit toutes recettes.

.../...



.../...

Dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, le trésorier pourra disposer d'un mandat spécial afin d'effectuer les actes bancaires nécessaires.

Les actes de disposition qui dépassent la gestion courante des affaires financières et patrimoniales seront en revanche soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

## **ARTICLE 17 : INDEMNITÉS**

Toutes les fonctions, y compris celles des membres du bureau ou du conseil d'administration, sont gratuites et bénévoles.

Les frais occasionnés par l'accomplissement de missions dans le cadre de leur mandat peuvent être remboursés sur présentation de justificatifs, selon les modalités arrêtées par le CA.

Le rapport financier présenté annuellement lors de l'assemblée générale ordinaire de l'Association devra présenter, par bénéficiaire, les remboursements de frais de mission, de déplacement ou de représentation.

Les dispositions de ce présent article pourront être affinées et précisées dans le règlement intérieur de l'Association (nature des frais, des missions, qualité des bénéficiaires, etc.)

## **ARTICLE 18 : ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE**

L'Association a la possibilité de souscrire une assurance de responsabilité civile auprès de la compagnie d'assurance de son choix afin de garantir sa responsabilité civile au regard des personnes exerçant une mission ou une activité bénévole à son profit.

## **ARTICLE 19 : MODIFICATION DES STATUTS DE L'ASSOCIATION**

La modification des statuts de l'Association ne peut intervenir qu'après décision de l'assemblée générale extraordinaire sur la proposition du conseil d'administration et/ou du bureau de l'Association, ou sur celle du dixième des voix dont se compose l'assemblée générale. Dans l'un ou l'autre cas, les propositions de modification sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale.

L'assemblée doit réunir la moitié au moins des membres composant l'assemblée générale représentant au moins la moitié des voix.

.../...





.../...

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, mais à une heure au moins d'intervalle et, cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Toutes les modifications des présents statuts de l'Association devront faire l'objet d'une déclaration à la préfecture dans un délai de trois mois maximum suivant la décision de l'assemblée générale extraordinaire afin d'être inscrites sur le registre spécial prévu à cet effet.

## **ARTICLE 20 : DISSOLUTION**

La dissolution de l'Association est prononcée en assemblée générale extraordinaire, convoquée spécialement à cet effet et réunie dans les conditions prévues par les présents statuts. Cette dernière devra comprendre au moins la moitié plus un des membres en exercice représentant la moitié plus une des voix.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, mais à une heure au moins d'intervalle, et, cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

En cas de dissolution, un liquidateur est nommé et aura notamment pour tâche de liquider les actifs de l'Association selon les instructions fixées par l'assemblée générale extraordinaire qui a statué sur la dissolution.

Lors de la clôture de la liquidation, l'assemblée générale extraordinaire se prononce sur la dévolution de l'actif net au profit de toutes associations déclarées de son choix, ayant un objet similaire. Les membres de l'Association ne pourront se voir attribuer des biens de l'Association, mis à part la restitution de leurs apports.

## **ARTICLE 21 : RÈGLEMENT INTÉRIEUR**

Un règlement intérieur peut être établi par le CA qui le fait alors approuver par l'assemblée générale.

Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

.../...



.../...

**Les présents statuts sont établis en autant d'exemplaires que de membres fondateurs. Un exemplaire des présents statuts sera également adressé à la Préfecture pour enregistrement.**

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_.

**SIGNATURE DE LA PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION :**

.....

*Prénom et nom de la Présidente : .....*

\*\*\*\*\*

**SIGNATURE DE LA SECRETAIRE GENERALE DE L'ASSOCIATION :**

.....

*Prénom et nom de la Secrétaire Générale : .....*